

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	3
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....	3
PREMIER BUREAU.....	3
LISTE D'APTITUDE AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE ENQUETEUR DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE - ANNEE 2006.....	3
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DE DOMFONTAINE ET DU GROS HETRE PAR LA COMMUNE DE LAGNEY B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE.....	5
QUATRIEME BUREAU.....	8
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BMSSE.59 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME YVETTE VOGLI MACCI, DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE.....	8
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BMSSE.60 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	9
ARRETE PREFECTORAL N° 06.BMSSE.01 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MARIE VIGIER, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	11
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....	11
DEUXIEME BUREAU.....	11
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE .....	11
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 139 .....	15
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 107 .....	15
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES.....	15
PREMIER BUREAU.....	15
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE VITREY A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS.....	15
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND COURONNE A EXERCER LA COMPETENCE « ANIMATION JEUNESSE ».....	16
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....	17
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....	17
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....	17
ARRETE N° 10 DU 14 DECEMBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX .....	17
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....	17
SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE.....	17
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2798 AUTORISANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES GERE PAR L'ASSOCIATION ADMR "LES 4 CANTONS" DE BACCARAT .....	17
ARRETE DDASS / SSA / N° 2806 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX .....	18
ARRETE DDASS / AES / N° 2881 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DU CENTRE DE SOINS SAINTE MARIE A NANCY .....	19
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2882 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX .....	19
ARRETE DDASS / AES / N° 2883 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BRIEY-HOMECOURT.....	20
ARRETE DDASS / AES / N° 2884 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE AUDUN-LE-ROMAN .....	21
ARRETE DDASS / AES / N° 2885 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY .....	22
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2886 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT .....	22
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2887 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS .....	23
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2888 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL .....	23
ARRETE DDASS / AES / N° 2890 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE COLOMBEY LES BELLES.....	24

ARRETE DDASS / AES / N° 2891 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE MEURTHE ET MOSELLE, 38, RUE DE DIEUZE A NANCY.....	25
ARRETE DDASS / AES / N° 2891 BIS FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE ROYAUMEI X .....	26
ARRETE DDASS / AES / N° 2893 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE HAROUÉ.....	26
ARRETE DDASS / SSA / N° 2901 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....	27
ARRETE DDASS / SSA / N° 2902 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX .....	28
ARRETE DDASS / SSA / N° 2903 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE .....	28
ARRETE DDASS / SSA / N° 2904 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE.....	29
ARRETE DDASS / SSA / N° 2905 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE .....	29
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON.....	29
ARRETE DDASS / SSA / N° 2906 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....	30
ARRETE DDASS / SSA / N° 2907 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	30
ARRETE DDASS / SSA / N° 2908 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT .....	31
ARRETE DDASS / SSA / N° 2909 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF.....	31
ARRETE DDASS / SSA / N° 2910 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES DE NANCY.....	32
ARRETE DDASS / SSA / N° 2911 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS .....	32
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2916 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT.....	33
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2920 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY.....	34
ARRETE DDASS / SSA / N° 2933 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY.....	34
ARRETE DDASS / SSA / N° 2934 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS .....	35
ARRETE DDASS / SSA / N° 2937 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE .....	36
ARRETE DDASS / SSA / N° 2938 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES DE NANCY.....	36
ARRETE DDASS / SSA / N° 2940 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE.....	37
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>37</b>
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....</i>	<i>37</i>
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/487 DE LEVEE DE SUSPENSION DE L'EXERCICE DE LA CHASSE SUR LE TERRITOIRE SOUMIS A L'ACTION DE CHASSE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BEAUMONT.....	37
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/489 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE CHARMES-LA-COTE .....	38
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/539 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 05 SEPTEMBRE 1983 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BENNEY.....	38
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/540 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BULLIGNY.....	39
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>40</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</i>	<i>40</i>
ARRETE 2005/DDE/075/CDSR.....	40
ARRETE 2005/DDE/088/CDER.....	40
<i>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE.....</i>	<i>41</i>
AERODROME DE DONCOURT-LES-CONFLANS - ARRETE DDE/INF/05/34 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN HANGAR APPARTENANT A L'ETAT.....	41
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....</i>	<i>42</i>
ARRETE PREFECTORAL 21 DE 05 SERUAJ/AJF - COMMUNE DE JEZAINVILLE AMENAGEMENT DE LA RUE DE DIEULOUARD JUSQU'A LA RUE DE L'ESCH, Y COMPRIS UNE PARTIE DE LA RUE DU CHEMIN DU BOIS LA CUI TE - AMENAGEMENT DE LA RUE DE TOUL ENTRE LE CARREFOUR AVEC LA RUE DE DIEULOUARD ET LE PONT DES PATUREAUX ET AMENAGEMENT DE LA RUE DE VERZELLE - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE .....	42

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LORRAINE.....	43
ARRETE N° 6/2005 DE DELEGATION DE SIGNATURE.....	43
ARRETE N° 7/2005 DE DELEGATION DE SIGNATURE.....	43
AVIS DE CONCOURS .....	44
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CADRE DE SANTE.....	44
AVIS DE CONCOURS INTERNE DE CONTREMAITRE .....	44
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'AGENT CHEF 2 <sup>EME</sup> CATEGORIE AU CHU DE NANCY .....	44

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

**PREMIER BUREAU**

**LISTE D'APTITUDE AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE ENQUETEUR DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE - ANNEE 2006**

NOM ET PRENOM	ADRESSE	TELEPHONE	FONCTIONS
Monsieur Michel BASLY	16, Grande rue 54290 ROZELIEURES	03.83.72.32.30	Retraité
Monsieur Alain BECONCINI	17, place Albert Lebrun 54580 AUBOUE	03.82.22.27.66 06.08.04.74.45	Retraité
Madame Rachida BENELMIR	12, rue Malvina Cezard BP 61 54180 HOUEMONT	03.83.54.18.14 06.16.81.30.12	Analyste documentaire
Monsieur Riad BENELMIR	12, rue Malvina Cezard BP 61 54180 HOUEMONT	06.79.60.41.34	Maitre de conférences
Monsieur Christian BERNEZ	83, boulevard de Champelle 54600 VILLERS LES NANCY	03.83.40.71.14	Retraité
Monsieur René BEUDIN	9, rue Chéret 54600 VILLERS LES NANCY	03.83.28.77.05 Fax : 03.83.28.88.63	Architecte
Monsieur Jacques BOULAY	5, allée de Beauregard 54520 LAXOU	03.83.90.65.55 06.87.42.03.78 <a href="mailto:Jacques.boulay7@wanadoo.fr">Jacques.boulay7@wanadoo.fr</a>	Professeur non titulaire de l'Etat en SVT
Monsieur Lionel BOURBIER	33, rue des Jardins 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	03.83.22.73.44 06.87.32.55.59	Retraité
Monsieur Roger BRUNANT	2, rue des Acacias 54550 PONT SAINT VINCENT	03.83.26.41.76	Retraité
Monsieur Yvon BUCHART	2, route de Neuvron OLLEY 54800 JARNY	03.82.33.82.80 06.76.59.39.20	Technicien en industrie agro-alimentaire Maire
Monsieur Jean Pierre CALLAIS	191, rue Emmanuel Didelot 54113 MONT LE VIGNOBLE	03.83.62.56.35 Fax : 03.83.62.56.35	Ingénieur hydraulique
Mademoiselle Alexandra CHALONS	102, boulevard Jean Jaurès 54000 NANCY	Travail 03.83.33.86.73 06.20.56.3045 <a href="mailto:alexandra.chalons@voila.fr">alexandra.chalons@voila.fr</a>	Chargée d'études dans le domaine de l'environnement
Mademoiselle Emmanuelle COLSON	17, rue de la Chaussée 54540 SAINTE POLE	03.83.74.53.05 <a href="mailto:manue_colson@yahoo.fr">manue_colson@yahoo.fr</a>	Professeur de biologie vacataire
Monsieur Alain CONRADT	11, rue de Graffigny 54000 NANCY	03.83.40.69.34 Fax : 03.83.40.63.55	Architecte
Madame Evelyn COTE-CHOSSELER	42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY	03.83.90.28.45 Fax : 03.83.90.29.47	Géologue
Monsieur Thierry DEHOVE	28, avenue du Général de Gaulle 54800 CONFLANS EN JARNISY	03.82.33.08.10 Fax : 03.82.33.28.84	Géomètre expert
Monsieur Alain DREYFUS	270, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	03.83.47.03.12 Dom : 03.83.51.59.25	Chargé d'études LABORROUTE LORRAINE
Monsieur Christian EULOGE	2, allée des Romains 54425 PULNOY	03.83.29.06.89	Retraité
Monsieur Goëry FERRY	2 bis, rue Godron 54000 NANCY	06.12.72.30.28 <a href="mailto:goery@free.fr">goery@free.fr</a>	Ingénieur d'étude à SEDE Environnement
Monsieur Gérard FOURRIERE	2 rue du Saule 54470 SEICHEPREY	03.83.23.11.06 <a href="mailto:g.fourriere@terre-net.fr">g.fourriere@terre-net.fr</a>	Retraité
Monsieur Gilles GAUTHIER	4, allée des cygnes 54300 LUNEVILLE	03.83.73.30.48	Retraité gendarmerie
Madame Yveline GERARD	16, rue Victor Hugo Le Vert Village 54630 RICHARDMENIL	03.83.25.22.77 06.13.68.08.47	Retraîtée ministère de l'intérieur
Monsieur Pierre GOM	3 rue Hector Berlioz 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	03.83.46.82.01	Retraité

Monsieur Reynald GOUDIN	50, rue Charles Courtois 54210 SAINT NICOLAS DE PORT	03.83.48.26.52 06.84.63.05.19 g.reynald@wanadoo.fr	Chargé d'études en environnement à FREDON Lorraine
Monsieur Daniel GOUDOT	3, avenue de la Libération 54520 LAXOU	03.83.67.42.92 Fax : 03.83.67.42.93 Danielgoudot@aol.com	Géomètre expert
Monsieur Pierre GOUPL	Clos de Médreville Boulevard Charlemagne 54000 NANCY	03.83.40.79.42	Retraité
Monsieur Claude GRANGE	5 B Grande rue 54120 HABLAINVILLE	03.83.72.23.09	Retraité
Monsieur Yves GRY	43, avenue Anatole France 54000 NANCY	03.83.40.43.77	Directeur régional du C.N.F.P.T
Monsieur Jean HERB	10, rue Isabey 54000 NANCY	03.83.27.03.54 Fax : 03.83.27.94.95	Géomètre expert
Monsieur Claude HOMAND	8, rue Charles Paul Lebrun 54300 LUNEVILLE	03.83.73.06.24	Retraité
Monsieur Pierre IDOUX	41, rue des Cottages 54600 VILLERS LES NANCY	03.83.28.17.27 06.75.47.12.16	Retraité
Monsieur Jean-Michel KIRCHER	21, rue Vauban 54404 LONGWY	03.82.23.22.85 Fax : 03.82.23.95.85	Géomètre expert
Monsieur Jacques KREBS	6, rue Voltaire 54520 LAXOU	03.83.52.45.64	Retraité
Mademoiselle Anne LAGORCE	50, rue Charles Courtois 54210 SAINT NICOLAS DE PORT	03.83.48.26.52	Employée SEDE Environnement
Monsieur Jacques LANGLAIS	1, rue de la Libération BP 51 54203 TOUL	03.83.43.12.14 Fax : 03.83.63.22.26	Conseil en aménagement urbanisme et environnement
Monsieur Jacques-Yves LEMASLE	202, rue de Bois le Prêtre 54700 PONT A MOUSSON	03.83.81.19.81 lemasle@online.fr	Géomètre expert
Monsieur Bernard LO CASCIO	21, rue de la Madeleine 54000 NANCY	03.83.35.54.85 Bureau : 03.83.95.60.88	Conseiller en environnement Ch. Ch. des Métiers de M.-et-M.
Mademoiselle Maryse LOUIS	19, allée Joliot Curie 54850 MEREVILLE	03.83.47.78.34 Fax : 03.83.47.36.60 bgae@clubinternet.fr	Responsable de bureau d'études I CPE
Monsieur Michel MALGRAS	16, rue Martin 54370 HOEVILLE	03.83.72.01.74 06.12.16.05.67	Géomètre
Madame Françoise MARC	2, rue de la Gare 54119 DOMGERMAIN	03.83.62.36.36 06 72 26 82 33	Attachée administratif au service de la navigation du Nord-Est
Monsieur Jean-Marie MAROTTE	2, rue Rimbaud 54630 RICHARDMENIL	03.83.25.88.90 Fax	Retraité
Monsieur Michel MATHIEU	6, route de Sorbey 54260 LONGUYON	03.82.26.53.80 06.19.33.60.38	Retraité D.D.E.
Monsieur Claude MENTION	151, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	03.83.28.31.37	Retraité
Monsieur Jean-Pierre MICHEL	4, rue Lafayette 54200 TOUL	03.83.64.51.20 06.73.53.24.53 jpmichel@wanadoo.fr	Retraité de l'armée de terre
Monsieur Michel MILANDRI	Grande Rue 54200 JAILLON	03.83.62.94.63 Fax : 06.62.07.94.63	Coordonnateur sécurité bureau VERITAS
Monsieur Philippe MUCCHIELLI	296, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	03.83.95.60.88 06.83.87.29.78	Animateur environnement Chambre des Métiers
Monsieur Robert PASSEMARD	34, rue du Parc 54425 PULNOY	03.83.21.09.05	Retraité
Monsieur François PERSON	43, rue Paul Keller 54200 TOUL	03.83.65.28.28 Fax : 03.83.63.12.73	Notaire
Monsieur Jean-Marie PETITCOLIN	4, rue des Cultivateurs 54580 AUBOUE	03.82.22.34.00	Retraité France Télécom Adjoint au maire
Monsieur Michel-Ange PICARDAT	752, rue de la Gare 54715 LUDRES	03.83.25.76.76 Fax : 03.83.25.76.77 Archi.map@wanadoo.fr	Architecte DPLG
Monsieur Michel PIERRE	6 Le Moulin 54360 MONT SUR MEURTHE	03.83.75.77.02	Retraité Conseiller agricole
Monsieur Hubert PREVOTEAU	3, rue de Régnéville 54000 NANCY	03.83.35.43.20 Fax : 03.83.35.57.97 Hubert.Prevoteau@wanadoo.fr	Ingénieur conseil agro- économiste
Monsieur Anthony RABEAU	24, Grande Rue 54840 SEXEY LES BOIS	03.83.23.37.31 anthony.rabeau@free.fr	Sans
Monsieur Alain RAISON	96, rue des parterres fleuris 54280 SEICHAMPS	03.83.64.65.26	Suppléant juge d'instance
Monsieur Henri RAPIN	2, rue du Château d'Eau 54110 HARAUCOURT	03.83.48.32.54	Gérant LABOROUTE LORRAINE

Monsieur Pierre REVOL	37, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS	03.83.20.36.46 Fax : 03.83.20.36.51 06.80.10.26.26	Hydrogéologue, Pédologue libéral
Monsieur René RUEZ	4, allée des verts Prés 54300 CHANTEHEUX	03.83.74.50.62	Retraité
Monsieur René SARTELET	Résidence Andromède 10, rue de Norvège 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	03.83.54.51.67 06.20.80.17.57	Retraité
Monsieur Michel SCHUTZ	21, rue Henry Dunant 54150 BRIEY	03.82.46.25.82 06.80.72.85.18	Retraité
Madame Patricia SCHWEITZER	16, rue Jacques GRUBER 54180 HEILLECOURT	03.83.57.88.22 Fax : 03.83.57.66.32 06.11.51.34.87	Chargée de communication
Monsieur Jean-Paul SIMON	71, rue de la Bergerie 54840 GONDREVILLE	03.83.63.64.63 et Fax	Retraité
Monsieur Philippe SOL	6, rue Fabvier BP 104 54704 PONT A MOUSSON Cédex	03.83.80.18.15 fax <a href="mailto:ph.sol@wanadoo.fr">ph.sol@wanadoo.fr</a>	Urbaniste conseil OPQU
Monsieur Michel STRICHER	25, rue de la Fallée 54270 ESSEY LES NANCY	03.83.21.23.57 06.10.30.84.38	Retraité
Monsieur Dominique THIEBAUD	20, rue Léon Houot 54110 VARANGEVILLE	03.83.45.42.49	Pédologue libéral
Monsieur Hubert THOMAS	5 rue du Petit Moirin 54115 FECOCOURT	03.83.52.33.89	Retraité
Monsieur Jean VIAL	21, rue de l'abbé Grégoire 54300 LUNEVILLE		Retraité
Monsieur Jean-Marie VOIRIOT	50, rue Frédéric Chopin 54250 CHAMPIGNEULLES	03.83.38.26.93 06.81.26.90.16	Retraité
M. Claude VOSGIEN	1, rue Jean Moulin 54112 ALLAMPS	03.83.25.45.12	Retraité
M. Thierry WEILL	5 rue Haute 54340 POMPEY	03.83.49.98.61 Fax : 03.83.49.98.92	Responsable bureau d'études environnement

La présente liste arrêtée à 69 commissaires enquêteurs, jointe en annexe de la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de MEURTHE-et-MOSELLE pour l'année 2006 sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et pourra être consultée à la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE (DDDP1 1) ainsi qu'au greffe du Tribunal Administratif de NANCY.

NANCY, le 13 décembre 2005

Le Président de la Commission,  
Président du Tribunal Administratif,  
Bernard MADELAINE

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

##### 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

##### A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DE DOMFONTAINE ET DU GROS HETRE PAR LA COMMUNE DE LAGNEY

##### B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU

##### 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL

##### EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

##### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321.1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 22/07/2003 ;

VU la délibération du conseil municipal de LAGNEY du 06/03/1998 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de Domfontaine et du Gros Hêtre à LUCEY ;

VU l'arrêté préfectoral du 16/05/2005 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources de Domfontaine et du Gros Hêtre par la commune de LAGNEY sur la commune de LUCEY

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire de la commune de LUCEY

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 08/08/2005 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 27/10/2005 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**  
**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1er - Objet**

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de LAGNEY dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

- 1°) la dérivation de source par captage des sources DE DOMFONTAINE ET DU GROS HETRE à LAGNEY
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à LAGNEY
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**TITRE II - DERIVATION DES EAUX**

**ARTICLE 2 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Source de Domfontaine	LUCEY	F544 F852 F853	229-1-0007	855379	2419487	310 m
Source du Gros Hêtre	LUCEY	F855-F856-F857	229-1-0048	855380	2420077	270 m

**ARTICLE 3 - Débits prélevés**

Le volume à prélever ne pourra excéder 164 m<sup>3</sup>/j en moyenne et 250 m<sup>3</sup>/j en pointe.

**ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux**

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

**ARTICLE 5 - Mesures de débits**

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

**ARTICLE 6** - La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

**TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**

**ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**7-1 Périmètres de protection immédiate**

Les périmètres de protection immédiate des captages de Domfontaine et du Gros Hêtre sont situés sur le territoire de LUCEY et regroupent les parcelles ci-dessous :

**Périmètre de protection immédiate du captage de DOMFONTAINE** : parcelles F 544 (6 a 95 ca), F 851 (40ca) et F 853 (9a 23 ca) pour une surface totale de 16 a 58 ca

**Périmètre de protection immédiate du captage de Gros Hêtre** : parcelles F 855 (1 a 14 ca), F 856 (6 a) et F 857 (36 ca) pour une surface totale de 7 a 50 ca.

**7-2 Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée commun aux deux captages s'étend sur une surface 153 ha 22 a 05 ca environ. Il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après et situées sur le territoire de LUCEY :

Lieudit	N° parcelles
Wailly	F 852 pour 9 ha 31 a 80 ca
Quart en Réserve	F 529 pour 84 ha 42 a 20 ca ; F 585 pour 20 ha 04 a 25 ca ; F 858 pour 10 ha 73 a 55 ca
Don Fontaine	F 542 pour 17 ha 95 a 77 ca ; F 854 pour 10 ha 74 a 48 ca

**ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection****8-1 Périmètres de protection immédiate**

Toute activité autre que celle liée à l'entretien des ouvrages est interdite. Les parcelles seront régulièrement entretenues sans aucun apport d'engrais ou de produit phytosanitaire.

Les parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate seront la propriété de la commune et devront le rester. Pour les terrains appartenant à l'Etat, si l'acquisition ne peut être réalisée, une convention d'occupation sera établie avec le Ministère de la Défense.

Les périmètres de protection immédiate devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des captages.

**8-2 Périmètre de protection rapprochée**

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- les captages, forages, puit d'eau non publics et non destinés à l'alimentation humaine et captant le même aquifère,
- les sondages et forages de reconnaissance à moins de 300 m des captages,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- la réalisation de mares et d'étangs,
- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- le stockage de produits chimiques et de déchets solides,
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- les stockages de produits destinés aux cultures,
- les stockages d'effluents industriels ou domestiques collectifs,
- les stations d'épuration, de lagunage,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains,
- les canalisations d'eaux usées domestiques collectives, d'eaux usées industrielles, d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux,
- les rejets d'eaux usées domestiques, d'eaux industrielles, d'effluents agricoles,
- les installations autonomes de traitements d'eaux usées,
- les bassins d'infiltration d'eaux pluviales,
- les constructions d'habitation,
- les campings, caravanings et annexes,
- les cimetières,
- les installations classées,
- les bâtiments d'élevage et d'engraissement,
- les silos produisant des jus de fermentation,
- le drainage agricole,
- la culture sur labour,
- le maraîchage, les serres et pépinières,
- l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration,
- l'épandage d'amendements, d'engrais chimiques et de pesticides,
- le défrichement,
- le traitement du bois stocké.

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

- l'ouverture de fouilles, tranchées ou excavations mettant le roche à nu sera interdite à moins de 500 m des captages à l'exception de celles destinées à l'enfouissement des ouvrages du dispositif d'exploitation des ouvrages de captages,
- le remblaiement d'excavations quelles qu'elles soient sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux inertes provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe,
- les travaux sur les chemins existants ou à venir devront utiliser des matériaux inertes provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe,
- les coupes à blanc seront limitées à 5 ha par année,
- toute aire de débardage sera à plus de 150 m des captages. L'aire sera aménagée de telle sorte qu'elle n'entraîne pas de plage d'eau stagnante.

**ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- clôture des périmètres de protection immédiate

**ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

**ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

**ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune de LUCEY est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

**ARTICLE 13 - Cessibilité**

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Monsieur le Maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 14 - Publicité**

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de LAGNEY est chargé d'effectuer ces formalités.

**TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

**ARTICLE 15 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

**ARTICLE 16 - Traitement**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant deux dispositifs de désinfection agréés par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

**ARTICLE 17 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

**TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 18** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**ARTICLE 19** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous-Préfet de TOUL, MM. les maires des communes de LUCEY et LAGNEY, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 23 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**QUATRIEME BUREAU**

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BMSSE.59 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME YVETTE VOGLIMACCI, DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

VU l'ordonnance N° 59-69 du 7 janvier 1959 portant réorganisation de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 93-7 du 4 janvier 1993 relative aux conditions d'attribution de la carte du combattant et du titre de reconnaissance de la Nation ;

VU le décret N° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 29 août 2001 du directeur général de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre portant nomination, à compter du 16 novembre 2001, de Madame Yvette Voglimacci en qualité de directrice du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.75 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Madame Yvette Voglimacci, directrice du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant le mouvement de personnel intervenu au sein du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 1 alinéa E de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.75 du 20 décembre 2004 est modifié selon les dispositions suivantes :

Délégation de signature est donnée à Mme Yvette Voglimacci, directrice du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer toutes décisions dans les matières suivantes :

**E - En matière de gestion de la direction départementale :**

a) Transcription de la mention d'enregistrement sur les titres de reconnaissance de la nation délivrés en application du décret N° 93-1117 du 16 septembre 1993.

b) Certification des demandes de retraite du combattant formulées par les titulaires de la carte du combattant.

c) Signature de tous documents se rapportant au fonctionnement du conseil départemental et des diverses commissions et, en particulier, leur convocation et la notification des décisions.

d) Signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à la gestion du service départemental, à destination soit de l'administration centrale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, soit de ses ressortissants, soit des administrations départementales ou extérieures de même que des demandes d'enquêtes administratives adressées aux maires.

e) Notation et appréciation écrite des personnels de la direction départementale des catégories B, C et D et attribution de congés de maladie ou de cures.

f) Présidence des commissions départementales spécialisées du service :

\* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant,

\* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant volontaire de la résistance,

\* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de réfractaire,

\* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de personnes contraintes au travail en pays ennemi,

\* Sous-commission d'action sociale et des enfants victimes de guerre (commission solidarité)

\* Commission départementale chargée de l'examen des demandes de diplôme d'honneur des porte-drapeaux des associations d'anciens combattants et victimes de guerre,

\* Commission départementale médicale chargée de statuer sur l'attribution de la carte d'invalidité à double barre rouge et sur l'apposition sur la carte d'invalidité de la mention "Station debout pénible".

**ARTICLE 2** : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame la directrice du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté est exercée par Madame Josiane Griette, secrétaire administratif.

**ARTICLE 3** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame la directrice du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 3 janvier 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND



**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BMSSE.60 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A MONSIEUR YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant Monsieur Yves Royer, ingénieur en Chef du Génie rural des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.68 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur Yves Royer, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.11 du 24 février 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Yves Royer, Ingénieur en Chef du Génie rural des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus. Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

**CHAPITRE I : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER**

100 - décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PSBM (prime spéciale aux bovins mâles), la PBC (prime à la brebis et à la chèvre), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), l'ACS (aide compensatoire pour les surfaces des terres arables), la PAB (prime à l'abattage), l'ADL (aide directe laitière).

101 - décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.

102 - décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

103 - décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1<sup>er</sup> décembre 1994).

104 - agrément, signature du contrat, liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats d'agriculture durable).

105 - décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 - agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PI (plans d'investissement), organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

107 - décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 - décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique

109 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

110 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

111 - décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

112 - décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

113 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention et décision individuelle d'attribution des aides publiques, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

114 - agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

**CHAPITRE II : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE INGENIERIE DE L'EAU**

201 - recouvrement des redevances FND AE sur les consommations d'eau potable pour les volumes consommés en 2003 et les années antérieures.

202 - recouvrement des taxes sur les consommations d'eau provenant des distributions publiques pour les volumes consommés en 2004.

203 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention notamment en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

**CHAPITRE III : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE ENVIRONNEMENT-EAU pour les domaines de compétence de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département**

au titre de la police de la pêche :

300 - autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

301 - autorisation de travaux en rivière au titre de la police de la pêche (art L 432 3 du code de l'environnement).

302 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

303 - interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement).

304 - transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement).

305 - pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement).

306 - concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement).

307 - interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement).

308 - réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

au titre de la police de l'eau :

350 - récépissés de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités, ne nécessitant pas l'édition de prescriptions complémentaires, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement.

**CHAPITRE IV : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL**

400 - tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV - Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;

- 401 - tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;
- 402 - instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 *ha* d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;
- 403 - instructions et, dans la limite d'une surface de 25 *ha* d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;
- 404 - agréments techniques, financiers et administratifs, décisions individuelles d'attribution d'une aide, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières ;
- 405 - arrêtés individuels relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt, ainsi que les agréments techniques, financiers et administratifs, les décisions individuelles d'attribution d'une aide, l'organisation des contrôles, et la suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant la lutte phytosanitaire en forêt ;
- 406 - décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier du CNASEA ;
- 407 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, conventions (ou arrêtés) individuels attributifs de subvention, organisation des contrôles, liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF, au titre du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 (mesures relatives au remembrement et aux travaux connexes, au développement de la voirie et des réseaux divers agricoles, à l'amélioration de l'environnement) ;
- 408 - agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

#### **CHAPITRE V : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SECRETARIAT GENERAL**

- 500 - l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur.
- 501 - la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative.
- 502 - la fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation.
- 503 - le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet.
- 504 - en application de l'article 17 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 et de l'article 20 du décret 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de catégorie C de la fonction publique de l'Etat : actes de gestion relatifs au recrutement externe sans concours pour l'accès au corps des agents administratifs de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

#### **CHAPITRE VI : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES**

- 600 - décisions individuelles d'attribution d'une aide aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise (circulaire DGEFP N° 99 18 du 6 avril 1999).
- 601 - décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).
- ARTICLE 2 :** Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :
- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
  - les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
  - les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
  - les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
  - les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
  - les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre I ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
  - les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et les crédits du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 visés au chapitre IV – rubrique 412.
  - les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),
  - la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil départemental d'hygiène.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de Monsieur Yves Royer, les délégations de signature qui lui sont confiées à l'article 1 sont exercées par Monsieur Philippe Petitjean, directeur adjoint ou, en cas d'absence de Monsieur Philippe Petitjean, par Monsieur Jean Vinson.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée en toute période à :

- Monsieur Philippe Petitjean pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre I, à l'exception :
  - \* des rubriques 104 – 108 – 111 – 112
  - \* pour les autres rubriques, les décisions intervenant à l'issue d'un contrôle.
- Monsieur Jean Vinson pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.
- Monsieur Jean-Luc Janel pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III.
- Madame Catherine Normandin pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV, à l'exception des rubriques 400, 402, 404, 407, 409 et 412 et pour la rubrique 408, les décisions intervenant à l'issue des contrôles.
- Madame Marie-Clothilde Kipp pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V à l'exception des rubriques 501, 502 et 504, et, pour la rubrique 500, des congés des chefs de service.
- Mademoiselle Anne-Marie Durand pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre VI.
- Messieurs Philippe Petitjean, Jean Vinson, Jean-Luc Janel, Mesdames Catherine Normandin, Marie Clothilde Kipp et Anne-Marie Durand pour signer des ampliations de décisions prises par Monsieur Yves Royer dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservées en toutes matières à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand-Nancy.

**ARTICLE 6 :** Les correspondances d'une importance particulière aux maires doivent leur être adressées sous le couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7 :** Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.68 du 20 décembre 2004 et n° 05.BODE.11 du 24 février 2005 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Yves Royer, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 11 janvier 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 06.BMSSE.01**  
**PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MARIE VIGIER,**  
**DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI**  
**ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 30 mai 2005 portant nomination de Madame Marie Vigier en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.24 du 27 juin 2005 accordant délégation de signature à Madame Marie Vigier, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.37 du 2 novembre 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 4 de l'arrêté préfectoral 05.BODE.24 du 27 juin 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie Vigier, la délégation de signature qui lui est consentie aux articles 1 et 2 ci-dessus sera exercée par Monsieur Philippe Didelot et Monsieur Christian Estienne, directeurs adjoints.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, cette délégation sera exercée par :

- Madame Martine Boubagra, Madame Lucienne Dirheimer, Madame Astrid Toussaint, Madame Anne Schwoerer-Gaestel, Madame Angélique Alberti, Monsieur Jean-René Gasnier, Monsieur Fernand Lorrain, Monsieur Guy Trognon, inspecteurs du travail, à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1<sup>er</sup> portant sur les livres I, II, III, IX du code du travail, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret n° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

- Monsieur François Manneville, chargé de mission, à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1<sup>er</sup> portant sur les livres III et IX du code du travail.

**ARTICLE 2** : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.37 du 2 novembre 2005 est abrogé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Marie Vigier, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 11 janvier 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

**DEUXIEME BUREAU**

**ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 16 novembre 2005 par monsieur le maire de NANCY;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance émis le 28 novembre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Monsieur le maire de Nancy est autorisé à installer, allée sud de la place Henri Mengin à NANCY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile et une caméra extérieure fixe, sous le numéro :

54.05.0113

**ARTICLE 2** - Le « service sécurité et gestion du domaine public » de la ville de NANCY est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Monsieur le maire de NANCY

-Monsieur le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 7 décembre 2005

Le Préfet,  
Claude BALAND

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 16 novembre 2005 par Mme le maire d'AUBOUÉ (54580), présidente du Centre Communal d'Action Sociale ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 28 novembre 2005;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** -Mme le maire d'AUBOUÉ (54580), présidente du Centre Communal d'Action Sociale, est autorisée à installer, au Foyer - Résidence pour personnes âgées Gaston Monmousseau, situé 5 rue de l'Eglise 54580 AUBOUÉ, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, sous le numéro :

54.05.0114

**ARTICLE 2** - Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme le maire d'AUBOUÉ

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 20 octobre 2005 par M. Stéphane BERNARD, gérant du magasin « Rue des Fleurs », situé 46 rue du Faubourg des III Maisons 54000 NANCY;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 28 novembre 2005;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** -M. Stéphane BERNARD, gérant du magasin « Rue des Fleurs », situé 46 rue du Faubourg des III Maisons 54000 NANCY, est autorisé à installer, sur le site de cet établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, sous le numéro :

54.05.0115

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Stéphane BERNARD, gérant du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Stéphane BERNARD, gérant du magasin

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 10 novembre 2005 par la direction de l'Ecole Supérieure des Sciences et Technologies de l'Ingénieur (ESSTIN), située 2 rue Jean Lamour 54519 VANDOEUVRE-Lès-NANCY ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 28 novembre 2005;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** -La direction de l'Ecole Supérieure des Sciences et Technologies de l'Ingénieur (ESSTIN), sise 2 rue Jean Lamour 54519 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisée à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant dix caméras intérieures fixes et quatre caméras extérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0116

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable administratif de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de l'ESSTIN

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 16 novembre 2005 par le chef du Parc Départemental de l'Equipeement, 69 rue de la Grande Haie 54510 TOMBLAINE;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 28 novembre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** -Le chef du Parc Départemental de l'Equipeement, 69 rue de la Grande Haie 54510 TOMBLAINE, est autorisé à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0117

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est le chef du Parc Départemental de l'Equipeement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le chef du Parc Départemental de l'Equipeement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de TOMBLAINE

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 10 novembre 2005 par M. Michel CHARPENTIER, directeur de l'association « Conseil de Pays du Val de Lorraine », sise square Maurice Herzog 54390 FROUARD ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 28 novembre 2005;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** -M. Michel CHARPENTIER, directeur de l'association « Conseil de Pays du Val de Lorraine », sise square Maurice Herzog 54390 FROUARD, est autorisé à installer, à l'entrée des locaux de l'association, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, sous le numéro :

54.05.0118

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de l'association.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel CHARPENTIER, directeur de l'association
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de FROUARD

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 8 novembre 2005 par M. HUSSON, directeur général de la Société Lorraine Agricole de Distribution, sise 5 rue de la Vologne 54523 LAXOU;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 28 novembre 2005;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** -M. HUSSON, directeur général de la Société Lorraine Agricole Distribution, sise 5 rue de la Vologne 54523 LAXOU, est autorisé à installer, sur le site du libre-service agricole « Point Vert Le Jardin », situé ZAC des Wagons, 4 rue Clément Ader 54300 MONCEL-Lès-LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant sept caméras intérieures fixes et trois caméras extérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0120

**ARTICLE 2** - L'entreprise SODEL, sise allée des Sorbiers 54180 HEILLECOURT, est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. HUSSON, directeur général de la société
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de MONCEL-Lès-LUNEVILLE

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 139

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 139 du 18 juin 2002, modifié le 5 juin 2003 et portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « S.A.R.L. GUARDING FORCE », à JOEUF, 30 rue Pierre de Bar;

Vu la confirmation de la liquidation judiciaire de l'entreprise (réponse de Maître Patrick MAROCCOU, mandataire liquidateur);

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 139 modifié du 18 juin 2002 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « S.A.R.L. GUARDING FORCE », est abrogé.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à maître Patrick MAROCCOU.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 107

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 107 du 13 mai 1998, modifié le 7 juillet 2003 et portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « SURVEILLANCE PROTECTION », à FROUARD, 11 bis rue du Bouhaut;

Vu le courrier du 12 décembre 2005 par lequel monsieur Mustafa DARMECH, gérant de la société susvisée, confirme sa cessation d'activité à compter du 22 mars 2005 et la liquidation judiciaire de l'entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 107 modifié du 13 mai 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne «SURVEILLANCE PROTECTION», est abrogé.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Mustafa DARMECH.

NANCY, le 16 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

## PREMIER BUREAU

## ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE VITREY A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1998 autorisant la création de la communauté de communes du Saintois;

VU la délibération en date du 24 août 2005 par laquelle la commune de VITREY demande son adhésion à la communauté de communes du Saintois,

VU l'acceptation de cette demande par le conseil communautaire de la communauté de communes en date du 16 septembre 2005,

VU la notification de cette demande en date du 29 septembre 2005, demandant aux conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes de délibérer sur cette adhésion ;

VU l'avis favorable des conseils municipaux des communes suivantes :

AFFRACOURT en date du 10 novembre 2005,

AUTREY-SUR-MADON en date du 28 octobre 2005,

BENNEY en date du 17 octobre 2005,

CEINTREY en date du 25 novembre 2005,

CHAOUILLEY en date du 29 septembre 2005,

CLEREY-SUR-BRENON en date du 5 décembre 2005,

CRANTENOY en date du 21 octobre 2005,

DOMMARIÉ-EULMONT en date du 9 décembre 2005,

ETREVAL en date du 26 novembre 2005,

FORCELLES-SAINT-GORGON en date du 10 novembre 2005,

GERMONVILLE en date du 24 novembre 2005,

GOVILLER en date du 5 octobre 2005,

GRIPIPORT en date du 22 novembre 2005,

HAMMEVILLE en date du 7 octobre 2005,  
HAROUÉ en date du 18 novembre 2005,  
HOUELMONT en date du 4 octobre 2005,  
LALOEUF en date du 4 novembre 2005,  
LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON en date du 24 novembre 2005,  
LEMAINVILLE en date du 15 novembre 2005,  
LEMENIL-MITRY en date du 1 octobre 2005,  
OGNEVILLE en date du 4 novembre 2005,  
OMELMONT en date du 25 octobre 2005,  
ORMES ET VILLE en date du 3 octobre 2005,  
PAREY-SAINT-CESAIRE en date du 2 décembre 2005,  
SAINT-REMI-MONT en date du 24 novembre 2005,  
SAXON-SION en date du 3 novembre 2005,  
TANTONVILLE en date du 4 octobre 2005,  
THEY-SOUS-VAUDEMONT en date du 25 novembre 2005,  
THOREY-LYAUTEY en date du 5 décembre 2005,  
VAUDEMONT en date du 4 octobre 2005,  
VAUDIGNY en date du 7 décembre 2005,  
VEZELISE en date du 12 octobre 2005,  
VOINEMONT en date du 27 octobre 2005,  
VRONCOURT en date du 27 octobre 2005;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la totalité des communes membres de la communauté de communes s'est prononcée favorablement et que la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-18 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er :** L'adhésion de la commune de VITREY à la communauté de communes du Saintois est autorisée.

La commune de VITREY est représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes du Saintois et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 21 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND COURONNE A EXERCER LA COMPETENCE « ANIMATION JEUNESSE »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L-5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Couronné ;

VU la délibération, en date du 19 septembre 2005 par laquelle le conseil communautaire décide de doter la communauté de communes de la compétence « animation jeunesse » ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

AMANCE en date du 25 octobre 2005,  
BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES en date du 7 novembre 2005,  
BUISSONCOURT en date du 13 octobre 2005,  
CERVILLE en date du 28 octobre 2005,  
CHAMPENOUX en date du 26 septembre 2005,  
DOMMARTIN-SOUS-AMANCE en date du 21 octobre 2005,  
ERBEVILLER-SUR-AMEZULE en date du 18 novembre 2005,  
EULMONT en date du 12 décembre 2005,  
GELLENONCOURT en date du 18 novembre 2005,  
HARAU COURT en date du 7 octobre 2005,  
LAÏTRE-SOUS-AMANCE en date du 13 octobre 2005,  
LANEUVELOTTE en date du 28 octobre 2005,  
LENONCOURT en date du 14 octobre 2005,  
MAZERULLES en date du 14 octobre 2005,  
MONCEL-SUR-SEILLE en date du 7 décembre 2005,  
SORNÉVILLE en date du 27 octobre 2005,  
VELAINES-SOUS-AMANCE en date du 10 novembre 2005;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er :** La communauté de communes du Grand Couronné est autorisée à exercer la compétence « animation jeunesse » pour mener toutes les actions de culture, loisirs et vacances en direction de la jeunesse, à condition qu'elles soient proposées et accessibles aux jeunes de toutes les communes du territoire.

Les communes gardent la possibilité de subventionner une association locale, dès lors qu'elle proposera des actions locales. À l'inverse, un projet touchant toutes les communes sera considéré comme intercommunal : il pourra donc prétendre à être subventionné par la Communauté de communes et non plus par les communes.

**ARTICLE 2 :** Cette compétence sera exercée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.



**ARTICLE 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 21 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

**SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE N° 10 DU 14 DECEMBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

**LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 9 du 22 septembre 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX ;

VU le renouvellement du mandat de Monsieur le Docteur MAGNE Eric, en tant que médecin non hospitalier ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**  
Monsieur Bernard LECLERC, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général**  
Monsieur BARBIER, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur BISTON, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,  
Madame PILOT Michèle, conseillère générale, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur MARCHAL Michel, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**  
Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil régional**  
Monsieur GRANDBASTIEN Jean-François, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Le président et le vice-président de la CME**  
Postes non pourvus
- 6 Deux autres membres de la CME**  
Postes non pourvus
- 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**  
Madame Sylvie SAUVAGE, infirmière, fin du mandat en décembre 2006.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**  
Monsieur Rémi DONNOT, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Madame Joëlle HUGNIN, aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Monsieur Jean-Yves LANG, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**  
Madame Nathalie FRANQUET, assistante sociale, fin du mandat en mai 2007,  
Monsieur le Docteur Eric MAGNE, médecin généraliste, fin du mandat en novembre 2008  
Madame SOMMER Annette, infirmière libérale, fin du mandat en février 2007.
- 10 Deux représentants des usagers**  
Monsieur CHENUT Pierre, représentant l'ADMR de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mai 2007,  
Madame DELHAYE, maire d'ARRAYE et HAN, représentant l'Association « Retraite en Campagne », fin du mandat en juillet 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 9 du 22 septembre 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 décembre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de leur notification.
---

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

**SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE**

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2798 AUTORISANT L'EXTENSION  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES  
GERE PAR L'ASSOCIATION ADMR "LES 4 CANTONS" DE BACCARAT**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 313-1, L 313-2, L 313-3 et L 313-4 ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissement et services sociaux et médico-sociaux ;  
VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;  
VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 autorisant la Fédération ADMR à porter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile "4 cantons" situé 11bis rue des Moulins à BACCARAT (54 120) de 28 à 35 places soit une augmentation de 7 places ;  
VU l'arrêté du préfet de la Région Lorraine n°2004-15 SGAR du 30 janvier 2004 fixant jusqu'en juin 2005 le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et des périodes d'examen des dossiers par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS) de Lorraine ;  
VU le schéma gérontologique départemental adopté le 9 juillet 2002 ;  
VU le dossier reconnu complet le 10 juin 2005 déposé par l'association ADMR "SSIAD des 4 cantons" en vue d'être autorisée à porter la capacité de son SSIAD de 35 à 42 places, soit une extension de 7 places ;  
VU l'avis favorable émis le 25 octobre 2005 par la section "personnes âgées" du CROSMS ;

**CONSIDERANT :**

- que le taux d'occupation du SSIAD de BACCARAT est supérieur à 100% depuis plusieurs mois ;
- que les prises en charge réalisées représentent une charge de travail importante notamment en soins infirmiers ;
- que les crédits complémentaires prévus sont modérés ;
- que la dotation départementale prévue en ce qui concerne les créations de places permet d'autoriser l'extension de capacité du SSIAD de BACCARAT au titre de l'exercice 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) "Les 4 cantons" de BACCARAT est autorisé à porter sa capacité de 35 à 42 places, soit une augmentation de 7 places à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

**ARTICLE 2 :** Conformément à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

**ARTICLE 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy, 5 place Carrière 54 036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la présidente du service de soins infirmiers à domicile de BACCARAT.

NANCY, le 9 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2806 FIXANT POUR 2005**

**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 -** Le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0262**

Forfait global de soins : 1 041 660,17 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 29,72 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 21,60 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 13,49 €

**ARTICLE 2 -** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3 -** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 5 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / AES / N° 2881 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE  
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DU CENTRE DE SOINS SAINTE MARIE A NANCY**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;  
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
 VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
 VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
 VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
 VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;  
 VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
 VU les propositions budgétaires du Centre de soins Sainte Marie gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à NANCY 28 rue de la primatale, reçues le 4 novembre 2004 ;  
 VU le rapport budgétaire adressé au centre de soins Sainte Marie le 19 octobre 2005 ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 2788 du 28 novembre 2005 fixant pour 2005 le forfait journalier et le forfait global de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées du Centre de soins Sainte Marie à NANCY ;  
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :  
**SSIAD - Centre de soins Sainte Marie - 28, rue de la primatale - 54000 - NANCY**

**N° FINESS : 540 005 345**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 425,00	338 258,54
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	309 813,54	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18 020,00	
	Déficit	0	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	302 334,22	338 258,54
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	25 689,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	3 000,00	
	Excédent	7 235,32	

**ARTICLE 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :  
 . compte 11510 ~~ou compte 11540~~ pour un montant de : 7 235,32 euros.

**ARTICLE 3** : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 302 334,22 euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 27,81 euros.

**ARTICLE 4** : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à la directrice du Centre de Soins Sainte Marie, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
 Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2882 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;  
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
 VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
 VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
 VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2707 du 25 octobre 2005 modifiant le forfait global et le forfait journalier de soins du SSIAD du Centre de Moyen Séjour de FAULX ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 180 679,01 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2005 : 30,58 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

#### ARRETE DDASS / AES / N° 2883 MODIFIANT POUR 2005

#### LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BRIEY-HOMECOURT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services médico-sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine (SSM) gérant le service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Briey-Homécourt et dont les locaux sont situés à JOEUF, reçues le 2 novembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2589 du 30 septembre 2005 fixant pour 2005 le forfait journalier de soins et le forfait global de soins du SSIAD de BRIEY-HOMECOURT ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : **SSIAD DE BRIEY-HOMECOURT**, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 001 2762

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	82 220,87	459 679,42
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	368 679,42	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	8 779,13	
	Déficit	0	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	430 156,22	459 679,42
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	29 523,20	

**ARTICLE 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou ~~compte 11519~~ pour un montant de : 29 523,20 Euros.

**ARTICLE 3** : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **430 156,22 Euros**,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 30,95 Euros.

**ARTICLE 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Directeur de la SSM Fer et Sel de Lorraine, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / AES / N° 2884 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE  
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE AUDUN-LE-ROMAN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**VU** les propositions budgétaires de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine (SSM) gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à AUDUN-LE-ROMAN, reçues le 2 novembre 2004 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2588 du 30 septembre 2005 fixant pour 2005 le forfait journalier de soins et le forfait global de soins du SSIAD d'AUDUN-LE-ROMAN ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : **SSIAD D'AUDUN-LE-ROMAN**, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine – 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

**N° FINSS : 54 000 4166**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	83 820,00	533 627,52
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	437 733,52	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	12 074,00	
	Déficit	0	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	483 121,37	533 627,52
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	50 506,15	

**ARTICLE 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :  
... compte 11510 ou ~~compte 11519~~ pour un montant de : 50 506,15 Euros.

**ARTICLE 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **483 121,37 Euros**,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 31,78 Euros.

**ARTICLE 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Directeur de la SSM Fer et Sel de Lorraine, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / AES / N° 2885 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE  
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
**VU** le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;  
**VU** l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/ n°1667 du 7 avril 2005 autorisant l'ALSAD à porter la capacité de son SSIAD de 75 à 83 places ;  
**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
**VU** les propositions budgétaires de l'ALSAD gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à VILLERS-LES-NANCY, reçues le 29 octobre 2004 ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 2558 du 21 septembre 2005 fixant pour 2005 le forfait journalier de soins et le forfait global de soins du SSIAD de VILLERS-LES-NANCY ;  
**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

**A.L.S.A.D. - 2 bis, rue Sainte Odile - 54600 VILLERS LES NANCY**

**N° FINESS : 54 000 5329**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 771,00	903 692,39
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	800 328,78	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	67 300,00	
	Déficit	6 292,61	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	903 692,39	903 692,39
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0	

**ARTICLE 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

~~compte 11510 au~~ compte 11519 pour un montant de : 6292,61 Euros.

**ARTICLE 3** : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 903 692,39 Euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 31,70 Euros.

**ARTICLE 4** : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2886 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »  
DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
**VU** le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des

établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2709 du 25 octobre 2005 fixant pour 2005 le forfait global annuel et le forfait journalier de soins du budget annexe "SSIAD" du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 667 018,52 €

Forfait journalier de soins : 36,51 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2887 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »  
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2712 du 25 octobre 2005 fixant pour 2005 le forfait global annuel et le forfait journalier de soins du budget annexe « SSIAD » de l'Association Hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 290 794,81 €

Forfait journalier de soins : 31,42 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2888 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
 VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
 VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
 VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;  
 VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 2710 du 25 octobre 2005 fixant pour 2005 le forfait global annuel et le forfait journalier de soins du budget annexe « SSIAD » du Centre Hospitalier Saint Charles de TOUL ;  
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE TOUL :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0049**

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 292 698,75 €

Forfait journalier de soins : 32,34 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL , sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / AES / N° 2890 FIXANT POUR 2005**

**LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE  
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE COLOMBEY LES BELLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;  
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
 VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
 VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
 VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
 VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;  
 VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
 VU les propositions budgétaires de l'association « Avenir et Défense du canton de Colombey-les-Belles » gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à COLOMBEY-LES-BELLES, reçues le 2 novembre 2004 ;  
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :  
**SSIAD - 4, rue de la gare - 54170 - COLOMBEY-LES-BELLES**

**N° FINESS : 54 000 727 5**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 019,00	312 801,42
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	240 562,62	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	12 062,00	
	Déficit	7 157,80	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	312 801,42	312 801,42
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0	

**ARTICLE 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 7 157,80 euros.

**ARTICLE 3** : Pour l'exercice budgétaire 2005 :



- le forfait global annuel de soins est fixé à 312 801,42 euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 33,01 euros.

**ARTICLE 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de l'association « Avenir et Défense du canton de Colombey les Belles », gestionnaire du service,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / AES / N° 2891 FIXANT POUR 2005  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE  
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE MEURTHE ET MOSELLE,  
38, RUE DE DIEUZE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**VU** les propositions budgétaires de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à NANCY, reçues le 29 octobre 2004 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :  
SSIAD - 38, rue de Dieuze - 54000 - NANCY - géré par l'O.H.S., 1, rue du Vivarais - 54519 - VANDOEUVRE LES NANCY

**N° FINESS : 540 003 175**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	116 000,00	1 086 577,76
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	943 153,94	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4 557,00	
	Déficit	22 866,82	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 086 577,76	1 086 577,76
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0	

**ARTICLE 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. ~~compte 11510 ou~~ compte 11519 pour un montant de : 22 866,82 euros.

**ARTICLE 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 1 086 577,76 euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 34,81 euros.

**ARTICLE 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle, gestionnaire du service,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / AES / N° 2891 BIS FIXANT POUR 2005  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE  
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE ROYAUMEIX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
**VU** le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;  
**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
**VU** les propositions budgétaires de l'association « Le Toulais Nord Familial » gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à ROYAUMEIX, reçues le 8 octobre 2004 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

**SSIAD - Centre Brancion - 54200 - ROYAUMEIX**

**N° FINESS : 54 000 835 6**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	86 300,00	404 932,97
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	278 599,52	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 000,00	
	Déficit	30 033,45	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	404 932,97	404 932,97
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0	

**ARTICLE 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

~~compte 11510 ou~~ compte 11519 pour un montant de : 30 033,45 euros.

**ARTICLE 3** : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 404 932,97 euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 33,74 euros.

**ARTICLE 4** : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de l'association « Le Toulais Nord Familial », gestionnaire du service,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / AES / N° 2893 FIXANT POUR 2005  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE  
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE HAROUÉ**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
**VU** le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;  
**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'association «A.S.A.P.A. » gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à HAROUÉ, reçues le 28 octobre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

**SSIAD DE L'ASAPA** - 7 rue Général Pouget - 54740 - HAROUÉ

**N° FINESS : 54 001 256 4**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	66 900,00	306 088,47
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	199 459,30	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 262,26	
	Déficit	33 466,91	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	306 088,47	306 088,47
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0	

**ARTICLE 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. ~~compte 11510 ou~~ compte 11519 pour un montant de : 33 466,91 euros.

**ARTICLE 3** : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 306 088,47 euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 34,84 euros.

**ARTICLE 4** : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de l'association « A.S.A.P.A. » à Haroué, gestionnaire du service,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

#### ARRETE DDASS / SSA / N° 2901 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2159 du 8 juillet 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » du centre hospitalier de Briey ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0767**

Forfait global de soins : 548 901,18 €

Forfait journalier de soins : 18,40 € à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice du Centre Hospitalier de Briey, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2902 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

**VU** le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

**VU** le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2806 5 décembre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » du Centre de Moyen séjour de Faulx ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0262**

Forfait global de soins : 1 054 781,20 €

Forfait journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 29,72 €

pour les GIR 3 et 4 : 21,60 €

pour les GIR 5 et 6 : 13,49 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2903 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

**VU** le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

**VU** le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2553 du 21 septembre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE :****N° FINESS (EJ) 54 001 9007**

Forfait global de soins : 996 698,15 €

Forfait journalier de soins : 16,98 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2904 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2555 du 21 septembre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe

« établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'Hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-St -Christophe ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE :****N° FINESS (EJ) 54 000 009 8**

Forfait global de soins : 2 948 235,65 €

Forfait journalier de soins : 30,78 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2905 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES »  
DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2556 du 21 septembre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe

« établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » du centre hospitalier de Pont-à-Mousson ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON :**

N° FINESS (EJ) 54 000 001 6

Forfait global de soins : 854 081,55 €

Forfait journalier de soins : 17,64 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de PONT-A- MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2906 MODIFIANT POUR 2005**

**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE**

**« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

**VU** le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

**VU** le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2557 du 21 septembre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » du centre hospitalier spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT :**

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Forfait global de soins : 998 200,39 € (y compris 130 334,57 € de clapet anti-retour)

Forfait journalier de soins : 18,49 € à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2907 MODIFIANT POUR 2005**

**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE**

**« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

**VU** le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

**VU** le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2590 du 21 septembre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » du centre hospitalier de Toul ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE TOUL :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

Forfait global de soins : 796 170,25 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 35,97 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 27,61 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 19,25 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2908 MODIFIANT POUR 2005**

**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE**

**« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2675 du 19 octobre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de la Maison Hospitalière de Baccarat ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT :**

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

Forfait global de soins : 760 409,98 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 29,64 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 24,20 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 18,76 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, la présidente de la Maison Hospitalière de BACCARAT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2909 MODIFIANT POUR 2005**

**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE**

**« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;  
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2676 du 19 octobre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'association hospitalière de JOEUF ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0882

Forfait global de soins : 591 652,38 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 32,85 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : / €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : / €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'Association Hospitalière de JOEUF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2910 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2705 du 25 octobre 2005 fixant le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de la maison hospitalière Saint Charles à NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0122

Forfait global de soins : 142 725,57 €

Forfait journalier de soins : 14,21 € à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de la Maison Hospitalière Saint Charles à NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2911 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;



VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
 VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
 VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;  
 VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 2706 du 25 octobre 2005 fixant le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons ;  
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Forfait global de soins : 153 180,40 €

Forfait journalier de soins : 25, 65 € à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de l'Association Hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
 Christiane PERNET

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION**  
**ARRETE DDASS / AES / N° 2916 MODIFIANT POUR 2005**  
**LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS**  
**DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;  
 VU le code de l'action sociale et des familles ;  
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;  
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

**MAISON DE RETRAITE SAINTE SOPHIE** 2 rue Henri Poulet BP 17 54 470 THIAUCOURT

N° FINESS : 540002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 000	650 018,63
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	579 013,63	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 005	
		0	
		0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	650 018,63	650 018,63
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
		0	

**ARTICLE 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**ARTICLE 3** - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de THIAUCOURT est fixée à **753 511 euros** dont 103 491,98 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'art. 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,71 €

GIR 3 et 4 : 19,58 €

GIR 5 et 6 : 13,45 €

**ARTICLE 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de THIAUCOURT.

NANCY, le 13 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION**  
**ARRETE DDASS / AES / N° 2920 MODIFIANT POUR 2005**  
**LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS**  
**DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1° de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

**MAISON DE RETRAITE DE LONGWY** - 2 rue Saint Louis 54 400 LONGWY.

**N° FINESS : 540002607**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 865,11	465 690,54
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	411 225,79	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 599,64	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	465 690,54	465 690,54
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

**ARTICLE 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**ARTICLE 3** - Le forfait global de soins 2005 de la maison de retraite de LONGWY est fixé à **477 066 €** dont 11 375,54 € de contribution de l'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

Pour les GIR 1 et 2 : 17,38 €

Pour les GIR 3 et 4 : 13,13 €

Pour les GIR 5 et 6 : 8,88 €

**ARTICLE 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGWY.

NANCY, le 13 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2933 MODIFIANT POUR 2005**  
**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE**  
**« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »**  
**DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2711 du 25 octobre 2005 fixant pour 2005 le forfait global annuel et le forfait journalier de soins du budget annexe « SSIAD » de l'association hospitalière du bassin de Longwy ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY à MONT ST MARTIN :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0866**

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	94 839,29	596 285,62
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	408 980,04	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	32 535,00	
	Déficit	59 931,29	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	596 285,62	596 285,62
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0	

**ARTICLE 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 59 931,29 Euros.

**ARTICLE 3** : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 596 285,62 Euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 34,84 Euros.

**ARTICLE 4** : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036-NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'AHBL, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la CPAM de LONGWY.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

#### ARRETE DDASS / SSA / N° 2934 MODIFIANT POUR 2005

#### LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2706 du 25 octobre 2005 fixant le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Forfait global de soins : 193 180,40 €

Forfait journalier de soins : 25, 65 € à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de l'Association Hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2937 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

**VU** le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

**VU** le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0080**

Forfait global de soins : 2 074 316,78 €

Forfait journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 29,72 €

pour les GIR 3 et 4 : 21,60 €

pour les GIR 5 et 6 : 13,49 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre hospitalier de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

---

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2938 MODIFIANT POUR 2005  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

**VU** le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

**VU** le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

**VU** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2705 du 25 octobre 2005 fixant le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de la maison hospitalière Saint Charles à NANCY ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0122

Forfait global de soins : 148 325,57 €

Forfait journalier de soins : 14,21 € à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2005

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de la Maison Hospitalière Saint Charles à NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

## ARRETE DDASS / SSA / N° 2940 MODIFIANT POUR 2005

## LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS DU BUDGET ANNEXE

« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE)  
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2555 du 21 septembre 2005 fixant le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe

« établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'Hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-St -Christophe ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE :**

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Forfait global de soins : 3 048 235,65 €

Forfait journalier de soins : 30,78 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 16 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Christiane PERNET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

## SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

## ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/487

DE LEVEE DE SUSPENSION DE L'EXERCICE DE LA CHASSE SUR LE TERRITOIRE SOUMIS A L'ACTION DE CHASSE  
DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BEAUMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les arrêtés ministériels des 1<sup>er</sup> mars 1968 et 20 mars 1970 ordonnant la création d'Associations Communales de Chasse Agréée dans le Département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 Février 1973 agréant l'Association Communale de Chasse Agréée de BEAUMONT ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 Août 2002 suspendant l'exercice de la chasse sur le territoire soumis à l'action de l'ACCA de BEAUMONT ;

VU le compte rendu de l'Assemblée Générale de l'ACCA du BEAUMONT du 20 Août 2004 ;

VU les nouveaux statuts et règlements intérieur et de chasse approuvés le 30 Novembre 2005 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, relatif à la situation actuelle de l'ACCA ;

VU l'avis de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** – La suspension de l'exercice de la chasse sur le territoire soumis à l'action de l'ACCA de BEAUMONT est levée.

**ARTICLE 2** – Le Comité de Gestion de l'ACCA de BEAUMONT est dissout et est remplacé par un Conseil d'Administration constitué selon les dispositions prévues dans les statuts de l'ACCA.

**ARTICLE 3** – L'arrêté préfectoral du 6 Août 2002 est abrogé.

**ARTICLE 4** – M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de TOUL, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs et Mme le Maire de la Commune de BEAUMONT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la Mairie et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur de l'agence Nord, délégué Départemental de l'Office National des Forêts,

- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de BEAUMONT.

NANCY, le 13 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/489**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE CHARMES-LA-COTE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 3 Septembre 1991 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de CHARMES-LA-COTE;

VU l'arrêté préfectoral du 20 Décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de CHARMES-LA-COTE en date du 3 Décembre 2005;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** – La décision préfectorale du 3 Septembre 1991 est annulée.

**ARTICLE 2** – Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 26 ha 48 a 40 ca situés sur le territoire de la Commune de CHARMES-LA-COTE ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
CHARMES-LA-COTE	ZA	N° 1 à 30

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de CHARMES-LA-COTE.

**ARTICLE 3** – Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** – La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de CHARMES-LA-COTE.

**ARTICLE 5** – La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de CHARMES-LA-COTE sera affichée pendant 1 mois dans la commune de CHARMES-LA-COTE par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** – M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de TOUL et M. le Maire de Commune de CHARMES-LA-COTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de CHARMES-LA-COTE,

- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 9 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/539**  
**MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 05 SEPTEMBRE 1983 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS**  
**A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BENNEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de BENNEY ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 05 septembre 1983 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée BENNEY ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la demande de M. BLANQUIN, gérant du Groupement Foncier Rural des Merisiers ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** – Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 05 septembre 1983 sont abrogées.

**ARTICLE 2** – Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BENNEY.

**ARTICLE 3** – Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de BENNEY par les soins du maire.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de la Commune de BENNEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de BENNEY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- M. BLANQUIN, gérant du Groupement Foncier Rural des Merisiers.

NANCY, le 13 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 13 DECEMBRE 2005  
PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BENNEY**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
BENNEY		Tout le territoire chassable de la commune, après déduction des terrains ci-dessous désignés
	A	<u>Commune de LEMAINVILLE</u> N° 134 à 159 soit <u>84 ha 00 a 00 ca</u>
	A	<u>Commune de VOINEMONT</u> N° 108 à 133 soit <u>75 ha 00 a 00 ca</u>
	A	<u>M. CLAUDON Jacques à PARIS 16°</u> N° 1, 5 à 9, 23 à 25, 30 à 43, 672, 673 soit <u>47 ha 37 a 00 ca</u>
	A	<u>Mme MASSIGNON</u> N° 161, 164 soit <u>41 ha 49 a 80 ca</u>
	A	<u>Groupement Foncier Rural des Merisiers</u> (représenté par M. BLANQUIN) N° 165, 167 à 169, 182, 710 à 714 soit <u>156 ha 36 a 98 ca</u>

**ANNEXE II A L'ARRETE PREFECTORAL DU 13 DECEMBRE 2005  
PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BENNEY**

**E N C L A V E S**

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
BENNEY	A	N° 160 à 173, 175, 675 à 677	

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/540  
MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE  
DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BULLIGNY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 22 décembre 1972 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de BULLIGNY ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de BULLIGNY en date du 15 avril 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 22 décembre 1972 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 67ha 17a 52ca situés sur le territoire de la Commune de BULLIGNY ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
BULLIGNY	ZA	N° 21 à 45
	ZB	N° 01 à 67
	F	N° 10 à 31

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de BULLIGNY.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de BULLI GNY.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de BULLI GNY sera affichée pendant 1 mois dans la commune de BULLI GNY par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de TOUL et M. le Maire de Commune de BULLI GNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de BULLI GNY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

### SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/075/CDSR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, notamment les articles 1 et 4 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 20 août 1825 relative aux enquêtes administratives de commodo et incommodo

Vu la décision du tribunal administratif de NANCY en date du 10 mai 2004, désignant Monsieur Jacques KREBS commissaire enquêteur,

Vu l'arrêté préfectoral du 13 août 1973

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/222/CDSR du 27 mai 2004 ordonnant une enquête de commodo et incommodo,

Vu la délibération du 9 juillet 2004 du conseil municipal de VANDI ERES,

Vu le certificat d'affichage de monsieur le maire de VANDI ERES du 29 juin 2004,

Vu le registre d'enquête clos par monsieur le maire de VANDI ERES clos le 29 juin 2004,

Vu le rapport du 9 juillet 2004 de monsieur Jacques KREBS, commissaire enquêteur,

Vu la requête en date du 30 avril 2004 par laquelle la direction des opérations de la ligne à grande vitesse Est européenne de réseau ferré de France mandate la région SNCF de METZ-NANCY, délégation infrastructure, pour qu'il soit procédé dans la commune de VANDI ERES à l'ouverture d'une enquête de commodo et incommodo sur le projet de suppression définitive du passage à niveau n° 17, situé au point kilométrique 368 495 de la ligne de chemin de fer 090.000 de FROUARD à NOVEANT, sur le territoire de la commune de VANDI ERES ;

Vu la notice explicative présentée par réseau ferré de France;

Vu le plan des lieux ;

Considérant qu'il est répondu aux réserves du commissaire enquêteur et de la commune de VANDI ERES sur le rétablissement des fonctionnalités du PN 17, et qu'ainsi, rien ne s'oppose à la suppression définitive dudit passage à niveau .

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

#### A R R E T E

**ARTICLE I** - A dater de la publication du présent arrêté, la fiche individuelle de classement du passage à niveau public non gardé n° 17 de la ligne de chemin de fer de FROUARD à NOVEANT, est retirée de la collection.

Le passage à niveau s'y rapportant sera supprimé définitivement au début du deuxième semestre 2006 après la création d'une voirie entre le pont Chécohé et le passage à niveau n°16 rue du Port. Une seconde phase de travaux consistera à raccorder cette voirie à la RD 952 au sud de VANDI ERES par franchissement des voies ferrées à l'aide d'un pont routier début 2007.

**ARTICLE II** - Le présent arrêté préfectoral abroge celui du 13 août 1973 en ce qui concerne le passage à niveau n° 17 et n'entrera en application qu'à la date effective de la suppression du passage à niveau.

**ARTICLE III** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le maire de VANDI ERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le directeur départemental de l'équipement;
- Subdivision de l'équipement de PONT A MOUSSON ;
- M. le directeur d'opération déléguée - direction SNCF METZ-NANCY
- M. le directeur des opérations LGV EST;
- M. Jacques KREBS, commissaire enquêteur;
- M. le directeur des archives départementales;
- préfecture, DACI./1.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 15 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

ARRETE 2005/DDE/088/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;



Vu l'avis favorable du Conseil Général en date du 14 décembre 2005 ;  
Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Mont St Martin en date du 14 décembre 2005 ;  
Considérant la nécessité de procéder à des travaux d'entretien de balisettes sur la R.N. 52 entre les PR 20+000 à 23+000 dans les deux sens de circulation sur le territoire de la commune de Piedmond ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement de LONGWY ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I** - Les 21 et 22 décembre 2005, de 8 H 00 à 16 H 00, la circulation sera interdite sur la RN 52 dans les deux sens de circulation entre les PR 20+000 et 23+000.

**ARTICLE II** - Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

**Sens METZ - Belgique**

Continuer sur la R.N. 52 au droit du diffuseur de Mont St Martin puis prendre la RD 918 (boulevard de Metz) jusqu'au nouveau giratoire communal pour accéder à la bretelle d'accès de la RN 52.

**Sens Belgique - METZ**

Continuer sur la R.N. 52 au droit du diffuseur de Val St Martin puis prendre la direction de METZ par la RD 918 (boulevard de Metz) jusqu'au diffuseur de Mont St Martin pour accéder à la RN 52.

**ARTICLE III** - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques la fermeture de la bretelle prévue au préambule du présent arrêté est susceptible d'être reportée du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

**ARTICLE IV** - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGWY.

**ARTICLE V** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de MONT ST MARTIN, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE****AERODROME DE DONCOURT-LES-CONFLANS - ARRETE DDE/INF/05/34 PORTANT AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN HANGAR APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'aviation civile,  
VU le code du domaine de l'Etat,  
VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,  
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral n° en date du accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,  
VU la demande de M. Michel MANGIN, représentant la SCI Saint-Pierremont, sollicitant une autorisation d'occupation temporaire sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS,  
VU l'avis de la Délégue Régionale de l'Aviation civile Lorraine Champagne Ardennes en date du 9 décembre 2005,  
VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,  
VU la décision du Directeur Départemental des Services fiscaux de Meurthe-et-Moselle en date du 1<sup>er</sup> décembre 2005,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : La SCI SAINT-PIERREMONT dénommée ci-après le bénéficiaire, représentée par M. Michel MANGIN, est autorisée à occuper un hangar de 225,74 m<sup>2</sup> implanté sur un terrain de 400 m<sup>2</sup>, ainsi que le précise le plan joint à la présente autorisation, sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS aux clauses et conditions définies ci-dessous.

**ARTICLE 2** : Le bénéficiaire ne pourra utiliser la présente autorisation que pour l'occupation du hangar destiné au stationnement et à l'entretien d'aéronefs.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation précaire et révocable est accordée à titre personnel.

Toute cession, totale ou partielle des droits faisant l'objet de la présente autorisation est interdite.

Le bénéficiaire est autorisé à sous-traiter une partie des installations données en occupation.

Dans ce cas, il demeure personnellement et pécuniairement responsable, solidairement avec le sous-traitant, de l'accomplissement des obligations résultant de la présente autorisation.

La désignation du sous-traitant, ainsi que le contrat de sous-traité, devront être soumis à l'agrément préalable de l'Etat.

**ARTICLE 4** : Étant donné le caractère de domanialité publique des terrains d'emprise de l'aérodrome, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété, même commerciale ou industrielle.

En tout état de cause, le titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par les articles L 34.1 à L 34.9 du Code du Domaine de l'Etat.

**ARTICLE 5** : Le bénéficiaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'Etat, Administration de l'Aviation Civile, les projets de travaux qu'il entend réaliser dans le cadre de la présente autorisation.

Il appartient alors au bénéficiaire de requérir les autorisations administratives (permis de construire, etc....) réglementaires.

**ARTICLE 6** : En cas de travaux, leur exécution sera conduite de manière à satisfaire en toute circonstance aux conditions de sécurité de la navigation aérienne et à gêner le moins possible l'exploitation générale de l'aérodrome. En particulier, les chantiers devront être balisés de jour, et s'il y a lieu de nuit, selon les dispositions réglementaires. Les travaux seront réalisés en concertation avec l'administration de l'Aviation Civile.

**ARTICLE 7** : L'Etat ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien et de réparations nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux.

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit leur importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'usage et en assurer l'entretien.

**ARTICLE 8** : Le bénéficiaire s'engage à ne commettre aucun acte susceptible d'entraver l'exploitation normale de l'aérodrome et son utilisation par les autres usagers. Il est tenu de se conformer aux règlements généraux et particuliers de l'aérodrome. Il veillera en outre à l'exécution de cette clause par toutes les personnes dont il est responsable.

**ARTICLE 9** : Le bénéficiaire aura à sa charge l'entretien, le nettoyage et la surveillance du terrain et des installations qui s'y trouvent, objet de la présente autorisation, ainsi que les abords immédiats. Le cas échéant, il fera son affaire de l'enlèvement des déchets et ordures. Il supporte, en outre, seul et intégralement, la responsabilité directe de la conservation des aéronefs, matériels et objets entreposés.

**ARTICLE 10** : Les dommages causés aux personnels, aux matériels, ou aux tiers à l'occasion des opérations assurées par le bénéficiaire sous sa responsabilité, et les frais et indemnités qui en résulteraient sont à la charge du bénéficiaire dans les conditions de droit commun.

Le bénéficiaire répondra du risque d'incendie. Il devra en outre souscrire une police d'assurance pour

Cette police devra obligatoirement porter une clause de renonciation à tout recours contre l'État aussi bien de la part des assurés que de celle des assureurs en cas d'accident ou dommage pouvant intervenir à la suite de cette occupation. Les polices et quittances correspondantes devront être communiquées à l'État sur simple demande.

**ARTICLE 11** : L'usage de l'électricité et de l'eau, ainsi qu'éventuellement du téléphone dans les lieux occupés sera déterminé et payé conformément aux règlements de l'aérodrome.

**ARTICLE 12** : Le bénéficiaire devra payer à l'État, **recette principale des impôts de BRIEY**, pour l'occupation du terrain objet de la présente autorisation, **une redevance de 600 €** (six cents euros), payable chaque année.

Il devra régler également le **droit de 20 €** (vingt euros) prévu à l'article L 29 du Code du Domaine de l'État à la **recette principale des impôts de BRIEY**.

**ARTICLE 13** : Le bénéficiaire s'interdit toute publicité dans les lieux occupés sauf accord écrit de l'État.

**ARTICLE 14** : Le bénéficiaire aura la charge des impôts liés à l'occupation, objet de la présente autorisation.

**ARTICLE 15** : La durée de l'autorisation est fixée à **un (1) AN** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2006**.

**ARTICLE 16** : L'État ou le bénéficiaire ont, à tout moment, la faculté de dénoncer l'autorisation sous réserve d'un **préavis de Trois (3) mois**.

L'autorisation sera retirée par l'État, immédiatement par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- en cas de retard dans le paiement des redevances ;
- en cas de force majeure ;
- en cas de troubles graves occasionnés sur l'aérodrome par le bénéficiaire ou les personnes dont il est responsable ;
- au cas où le signataire viendrait à cesser son existence légale (dissolution, liquidation judiciaire) ;
- en cas de cessation de l'usage des installations pendant une durée **d'un (1) an**.

En cas de transfert de gestion à un organisme autre que l'État, la présente autorisation deviendra caduque. Une nouvelle demande d'autorisation d'occupation du terrain ainsi que du hangar devra être sollicitée auprès du nouveau gestionnaire de la plate-forme.

**ARTICLE 17** : A la cessation, pour quelque cause que ce soit, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le bénéficiaire. A défaut d'accomplissement de cette obligation dans un **délai d'un (1) an** à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par le gestionnaire aux frais et risques du bénéficiaire, à moins que l'État n'accepte le maintien partiel ou total des installations dont le permissionnaire devra dans ce cas lui faire abandon gratuit.

Si l'État accepte que les installations qui auraient été construites par le bénéficiaire ne soient pas enlevées, il ne saurait être tenu au versement d'une indemnité quelconque au profit de l'occupant.

**ARTICLE 18** : Le bénéficiaire, représenté par Monsieur Michel MANGIN fait éléction de domicile 12 allée des Acacias à 57155 MARLY.

**ARTICLE 20** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Déléguée Régionale de l'Aviation Civile Lorraine Champagne Ardennes et le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliations seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 16 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

## SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

### ARRETE PREFECTORAL 21 DE 05 SERUAJ/AJF - COMMUNE DE JEZAINVILLE

#### AMENAGEMENT DE LA RUE DE DIEULOUARD JUSQU'A LA RUE DE L'ESCH, Y COMPRIS UNE PARTIE DE LA RUE DU CHEMIN DU BOIS LA CUITE - AMENAGEMENT DE LA RUE DE TOUL ENTRE LE CARREFOUR AVEC LA RUE DE DIEULOUARD ET LE PONT DES PATUREAUX ET AMENAGEMENT DE LA RUE DE VERZELLE - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le projet :

- d'aménagement de la rue de Dieulouard, jusqu'à la rue de l'Esch, y compris une partie du chemin du Bois la Cuite sur 40m,
- d'aménagement de la rue de Toul, entre le carrefour avec la rue de Dieulouard et le pont des Patureaux,
- d'aménagement de la rue de Verzelle,

l'ensemble, sur le territoire de la commune de JEZAINVILLE,

Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant :

- la notice explicative indiquant notamment l'objet de l'opération
- le plan de situation au 1/20000°,
- le plan général des travaux comportant notamment pour chaque rue :
  - . 3.1 - plan au 1/500° pour la rue de Dieulouard,
  - . 3.2 - plan au 1/500° pour la rue de Toul,
  - . 3.3 - plan au 1/500° pour la rue de Verzelle,
- les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants,
- l'appréciation sommaire des dépenses par rue (travaux et acquisitions).

Vu la délibération du conseil municipal de JEZAINVILLE du 20 septembre 2005, sollicitant de Monsieur le préfet, la déclaration d'utilité publique de l'opération ;

Vu le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée, notamment son article 23 ;

Vu le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation au service des domaines ;  
Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 à L 11-2, L 11-4, L 11-5, L 11-6, L 11-7 et R 11-1 à R 11-18 ;  
Vu le plan d'occupation des sols (POS) de la commune de JEZAINVILLE approuvé le 5 décembre 1978, modifié le 14 mai 1986, le 25 juin 1993 et le 19 juillet 2005, révisé le 9 décembre 1988 et le 31 août 2001 ;  
Vu le code de l'environnement (partie législative), annexe de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le chapitre III du titre II du livre 1er ;  
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;  
Vu le décret n° 2004-734 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
Vu l'avis du service des domaines du 10 mars 2004 ;  
Vu l'avis du directeur de la DIREN Lorraine du 11 mars 2005 sur les aménagements spécifiques des rues desservant le site NATURA 2000 ;  
Vu le dossier et les résultats de l'enquête ouverte dans la commune de JEZAINVILLE, en exécution de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2005, en vue de la déclaration d'utilité publique du projet ;  
Vu l'avis favorable émis par Monsieur le commissaire enquêteur dans son procès-verbal et ses conclusions du 12 juin 2005 ;  
Considérant la nécessité de réaliser cette opération d'aménagement des trois rues qui :  
- favorisera la mise en valeur du patrimoine local,  
- apportera une sécurité renforcée vis à vis des piétons circulant sur le domaine public communal (création de parking, trottoirs, accès, aménagements paysagers, etc.),  
- améliorera la sécurité routière des véhicules légers (V.L) et des poids lourds (P.L),  
- permettra à terme, c'est à dire à la suite des travaux qui restent à réaliser, d'assurer le "bouclage" consistant à faire dévier la circulation générale vers l'extérieur du centre du village,  
Vu que les travaux à réaliser se situent hors périmètre de captage des eaux et que la zone de travaux n'est pas concernée par les inondations de la rivière l'Esch ;  
Considérant qu'un sondage supplémentaire sera effectué dans la zone à risque fort de la rue de Dieulouard, préalablement à la réalisation des travaux, en ce qui concerne les risques d'affaissement ;  
Vu le document joint au présent arrêté, justifiant l'utilité publique de l'opération, accompagné d'un plan d'ensemble des aménagements déjà réalisés et des futurs travaux ;  
Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Sont déclarés d'utilité publique, les acquisitions immobilières et les travaux à exécuter nécessaires à l'aménagement de la rue de Dieulouard, jusqu'à la rue de l'Esch, y compris une partie du chemin du Bois la Cuite sur 40m, à l'aménagement de la rue de Toul, entre le carrefour avec la rue de Dieulouard et le Pont des Patureaux et à l'aménagement de la rue de Verzelle, l'ensemble sur le territoire de la commune de JEZAINVILLE, conformément aux dispositions des trois plans des travaux au 1/500° et des caractéristiques principales des ouvrages ainsi qu'au document justifiant l'utilité publique, accompagné d'un plan d'ensemble des aménagements déjà réalisés et des futurs travaux et annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2** - La commune de JEZAINVILLE est autorisée à acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 3** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maire de JEZAINVILLE, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de JEZAINVILLE
  - Monsieur Anthony RABEAU, commissaire enquêteur
  - Monsieur le président du tribunal administratif
  - Madame la directrice des archives départementales
  - Monsieur le directeur départemental de l'Equipeement.
- NANCY, le 12 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LORRAINE****ARRETE N° 6/2005 DE DELEGATION DE SIGNATURE**

LE CONSEILLER REFERENDAIRE A LA COUR DES COMPTES,  
PRESIDENT DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LORRAINE

VU le code des juridictions financières, notamment son article R 212-11 ;  
VU l'arrêté n°02/2005 du Président de la Chambre régionale des comptes de Lorraine fixant la composition et les attributions des sections ;  
VU le décret du 3 mars 2004 du Président de la République, nommant M. André PEZZIARDI président de section de chambre régionale des comptes ;  
VU les arrêtés du 3 mars 2004 et du 7 juillet 2005 du Premier Président de la Cour des comptes portant affectation de M. André PEZZIARDI et désignation en qualité de président de section à la Chambre régionale des comptes de Lorraine ;  
VU l'avis du Commissaire du Gouvernement près la Chambre régionale des comptes de Lorraine ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : Délégation de signature est consentie à M. André PEZZIARDI, président de section, à l'effet de signer les jugements de décharge et de quitus des comptables publics relevant de la première section.

**ARTICLE 2** : Les signatures données en vertu des dispositions de l'article premier du présent arrêté sont précédées de la mention "pour le président et par délégation".

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région, sera notifié à M. André PEZZIARDI, Mme Francine BOULLET, secrétaire générale et M. Frédéric LACZKOWSKI, greffier.  
EPI NAL, le 11 juillet 2005

Gérard TERRIEN

**ARRETE N° 7/2005 DE DELEGATION DE SIGNATURE**

LE CONSEILLER REFERENDAIRE A LA COUR DES COMPTES,  
PRESIDENT DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LORRAINE

VU le code des juridictions financières, notamment son article R 212-11 ;  
VU l'arrêté n°02/2005 du Président de la Chambre régionale des comptes de Lorraine fixant la composition et les attributions des sections ;  
VU le décret du 24 février 2005 du Président de la République, nommant M. Gérard JOUSSERAND président de section de chambre régionale des comptes ;

VU les arrêtés du 24 février 2005 et du 6 septembre 2005 du Premier Président de la Cour des comptes portant affectation de M. Gérard JOUSSERAND et désignation en qualité de président de section à la Chambre régionale des comptes de Lorraine ;  
VU l'avis du Commissaire du Gouvernement près la Chambre régionale des comptes de Lorraine ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er :** Délégation de signature est consentie à M. Gérard JOUSSERAND, président de section, à l'effet de signer les jugements de décharge et de quitus des comptables publics relevant de la deuxième section.

**ARTICLE 2 :** Les signatures données en vertu des dispositions de l'article premier du présent arrêté sont précédées de la mention "pour le président et par délégation".

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région, sera notifié à M. Gérard JOUSSERAND, Mme Francine BOULLET, secrétaire générale et M. Frédéric LACZKOWSKI, greffier.

EPI NAL, le 14 septembre 2005

Gérard TERRIEN

### AVIS DE CONCOURS

#### AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CADRE DE SANTE

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier de Ravenel dans les conditions fixées à l'article 2 du décret du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 11 postes de Cadre de Santé vacants dans les établissements et les filières suivantes :

- Centre Hospitalier VI TTEL : 2 postes filière infirmière
- Centre Hospitalier DARNEY : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier REMIREMONT : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier GERARDMER : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier SAINT DIE : 3 postes filière infirmière dont 1 à pourvoir en externe
- Centre Hospitalier RAVENEL : 3 postes filière infirmière

##### *Concours sur titres interne :*

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un corps de la filière dans laquelle elles postulent, le tout au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

##### *Concours sur titres externe :*

Peuvent faire acte de candidature, les personnes âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2006, titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, ayant exercées dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL  
Direction des Ressources Humaines  
B.P. 199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

Dès réception de votre demande, un courrier vous sera transmis, celui-ci devra nous parvenir dûment complété avant la date indiquée, le cachet de la poste faisant foi.

MIRECOURT, le 4 janvier 2006

#### AVIS DE CONCOURS INTERNE DE CONTREMAITRE

Un concours sur épreuves aura lieu au centre hospitalier de Ravenel dans les conditions fixées à l'article 9 du décret 91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 13 postes de contremaître répartis comme suit :

- 8 postes aux services techniques
- 2 postes à la cuisine
- 2 postes à la blanchisserie
- 1 poste au magasin

Peuvent faire acte de candidature, les maîtres ouvriers sans condition d'ancienneté ni d'échelon et les ouvriers professionnels qualifiés ayant atteint le 5<sup>ème</sup> échelon de leur grade.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL  
Direction des Ressources Humaines  
B.P. 199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

Dès réception de votre demande, un courrier vous sera transmis, celui-ci devra nous parvenir dûment complété avant la date indiquée, le cachet de la poste faisant foi.

MIRECOURT, le 5 janvier 2006

#### AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'AGENT CHEF 2<sup>EME</sup> CATEGORIE AU CHU DE NANCY

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié et de l'arrêté du 29 mars 2005, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur épreuves d'Agent Chef 2<sup>ème</sup> catégorie afin de pourvoir :

- 👉 1 poste Spécialité Espaces verts

##### **I - Conditions d'inscription :**

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires, mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986, titulaires des corps de :

- Contremaîtres, justifiant d'un an d'ancienneté dans ce corps
- Maîtres Ouvriers, agents techniques d'entretien, Chefs de garage et conducteurs ambulanciers justifiant de 3 ans d'ancienneté dans leurs corps respectifs.

**II - Nature et composition des épreuves :**

Le concours comprend :

1°) 2 épreuves écrites d'admissibilité :

Epreuve écrite n° 1 (durée = 2 heures - coefficient 2)

Vérification, au moyen de questionnaires ou pour tout autre support à constituer ou à compléter, des connaissances théoriques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, que l'exercice de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt pour accéder au corps des agents chefs implique de façon courante.

Epreuve écrite n° 2 (durée = 2 heures - coefficient 2)

Résolution d'un cas pratique exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un agent chef dans l'exercice de ses fonctions au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

2°) Epreuve d'admission :

Entretien (durée = 30 minutes - coefficient 4)

Entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle. Cette épreuve vise ensuite, à partir de la description d'une situation de travail exposée par les membres du jury, à apprécier les aptitudes des candidats, notamment dans les domaines de l'encadrement, des techniques de base de gestion et des grands principes d'organisation de l'institution dans laquelle il exerce ainsi que sa motivation à exercer les missions qui peuvent être confiées à un agent chef.

**III - Réception et clôture des inscriptions :**

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse - affranchie à 1,22 € - format 21x29,7 à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U de NANCY - Service Recrutement -Bureau n° 8  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

✉ Par lettre recommandée avec A.R. ou simple courrier

ou

✉ Par dépôt au Service Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt

☞ Date limite d'inscription : 1 mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs de Meurthe et Moselle
--

NANCY, le 3 janvier 2006

Le Directeur des Ressources Humaines,  
Gérard STARK

